

Fin de la faim : comment assurer la transition agricole et alimentaire ?

Maria-Luiza Apostolescu, Léa Boissonade,
Philippe Brunet, Mar Guinot Aguado,
Diane Vaschalde (Sciences Po Paris)

SOLLICITER L'ENSEMBLE DES ACTEURS ET DES LEVIERS D'ACTION

Résoudre le problème de la faim dans le monde ne peut se limiter à une simple augmentation de la production agricole. Lutter contre l'insécurité alimentaire passe par une transition vers un paradigme cohérent et durable qui implique d'agir dans tous les secteurs directement ou indirectement liés aux problématiques alimentaires et nutritionnelles. Ainsi, l'ensemble des acteurs concernés – États, organisations internationales, secteur privé et société civile – doivent employer les leviers d'action à leur disposition. Il est donc indispensable de trancher les débats en cours concernant les moyens de mise en œuvre et les trajectoires à suivre. Accélérer la transition démographique et rééquilibrer les rapports de force existants au sein des systèmes de lobbying contribuerait aussi à assurer la transition vers un nouveau paradigme agricole et alimentaire.

ŒUVRER POUR UNE PRODUCTION AGRICOLE ET UNE ALIMENTATION PLUS DURABLES

Le système agricole doit se transformer en profondeur afin de mieux prendre en compte la multifonctionnalité et les spécificités de ce secteur, et de favoriser la transition nécessaire de l'agriculture conventionnelle vers l'agroécologie. Dans le même temps, encourager la reconnaissance du droit à une alimentation saine, durable, équilibrée et prenant en compte la dimension socio-culturelle de l'alimentation faciliterait cette transformation.

PLACER LA QUESTION ALIMENTAIRE AU CŒUR DE LA GOUVERNANCE

La réalisation du droit à l'alimentation passe par une amélioration de la gouvernance sur ces questions, notamment à travers un renforcement et une plus grande efficacité du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), sans oublier les échelons local et national. L'adaptation aux contextes nationaux et locaux des lignes directrices du CSA devrait aussi être encouragée tout en permettant la participation d'autres acteurs au processus d'élaboration des politiques publiques agricoles et alimentaires. Une attention particulière doit aussi être portée à la formulation des engagements internationaux et leur impacts sur les stratégies nationales d'éradication de la faim.

Copyright © 2014 IDDRI

En tant que fondation reconnue d'utilité publique, l'Iddri encourage, sous réserve de citation (référence bibliographique et/ou URL correspondante), la reproduction et la communication de ses contenus, à des fins personnelles, dans le cadre de recherches ou à des fins pédagogiques. Toute utilisation commerciale (en version imprimée ou électronique) est toutefois interdite.

Sauf mention contraire, les opinions, interprétations et conclusions exprimées sont celles de leurs auteurs, et n'engagent pas nécessairement l'Iddri en tant qu'institution.

Citation: Apostolescu, M.-L. *et al.* (2014), *Fin de la faim : comment assurer la transition agricole et alimentaire ?*, Working Papers n°04/14, Iddri, Paris, France, 16 p.



Ce document est issu d'un projet collectif, encadré par l'Iddri et Universcience en 2011. Onze élèves de Sciences Po Paris (Maria-Luiza Apostolescu, Léa Boissonade, Philippe Brunet, Aude Feuillerat, Marie-Thérèse Findeisen, Mar Guinot Aguado, Laura Hendricksen, Ayano Matsudo, Daniela Niethammer, Clémentine Turgeon et Diane Vaschalde) se sont penchés sur la question « comment nourrir le monde en 2050 ? » pendant un an. Leur travail a débouché sur l'élaboration de recommandations et leur présentation sous une forme pédagogique (vidéo et intervention scénarisée) lors du colloque international « *La fin de la faim en 2050 ? Sans tabous ni verrous* », organisé à la Cité des sciences et de l'industrie les 11 et 12 mai 2012, en même temps que trois autres groupes d'étudiants et de lycéens. Ce *Working Paper* présente leurs propositions de ce qu'il faudrait changer si on veut réussir le pari d'assurer la sécurité alimentaire mondiale à long terme : certaines consensuelles, d'autres controversées ou plus innovantes, elles constituent un ensemble cohérent et une utile contribution au débat.

Ce travail a bénéficié d'une aide de l'État gérée par l'Agence nationale de la recherche au titre du programme « Investissements d'avenir » portant la référence ANR-10-LABX-01.



Pour toute question sur cette publication, merci de contacter les auteurs :

Mar Guinot Aguado – mar.guinotaguado@gmail.com

ISSN 2258-7071

Fin de la faim : comment assurer la transition agricole et alimentaire ?

Maria-Luiza Apostolescu, Léa Boissonade, Philippe Brunet, Mar Guinot Aguado, Diane Vaschalde (Sciences Po Paris)

INTRODUCTION : LA NÉCESSITÉ D'UN NOUVEAU PARADIGME AGRICOLE ET ALIMENTAIRE	5
1. GOUVERNANCE MONDIALE ET GESTION DES CRISES: DES OBJECTIFS CONSENSUELS SANS MOYENS D'ACTION	6
1.1. Donner un nouvel élan à la gouvernance mondiale afin de réaliser le droit à l'alimentation	6
1.2. Briser le cercle vicieux entre conflits, mauvaise gestion de l'aide et insécurité alimentaire	8
2. MODÈLES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES : DES ORIENTATIONS TOUJOURS EN DÉBAT	9
2.1. Recadrer le système économique agricole	9
2.2. Réussir la transition vers un modèle agricole durable et équitable	10
2.3. Faire évoluer les modes de consommation	10
3. LA DÉMOGRAPHIE ET LES LOBBIES : DES SUJETS TABOUS	11
3.1. Accélérer la transition démographique	11
3.2. Rendre le système de lobbying plus attentif aux questions de souveraineté alimentaire	12
CONCLUSION	13
RÉFÉRENCES	15

INTRODUCTION : LA NÉCESSITÉ D'UN NOUVEAU PARADIGME AGRICOLE ET ALIMENTAIRE

La révolution verte lancée dans les années 1960-1970 a longtemps été présentée comme un grand espoir pour mettre fin à la faim dans le monde. Or depuis les années 1960, les conséquences néfastes du type d'agriculture à hauts rendements et intensive en intrants promue par la révolution verte ont progressivement émergé (Griffon, 2004), tant au niveau des populations (perte d'emplois, exposition aux produits chimiques et aux perturbateurs endocriniens, exploitation par les multinationales, modes de consommation uniformisés, etc.), que sur le plan environnemental (pollution des sols, des nappes phréatiques, perte de biodiversité, etc.). C'est également au cœur de son objectif premier de lutte contre l'insécurité alimentaire que la révolution verte trouve ses limites. Sur le plan de la nutrition, en Inde où l'augmentation de la production a contribué à sauver des millions de vies, la « faim silencieuse » demeure très répandue et un vrai problème pour les politiques publiques. La malnutrition chronique et les carences en micronutriments persistent et en 2012 un humain sur huit souffrait de sous-alimentation, soit près de 870 millions de personnes (FAO, FIDA et PAM, 2012), résidant principalement dans les pays en développement.

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde risque par ailleurs de s'aggraver dans les prochaines décennies sous l'effet combiné du réchauffement climatique et de la dégradation des ressources naturelles, d'une croissance démographique galopante et de l'urbanisation incontrôlée, des inégalités socio-économiques et de la volatilité des prix. La communauté internationale a, depuis les années 2000, montré un regain d'intérêt pour la problématique de la faim, à travers

notamment la mobilisation autour des Objectifs du Millénaire pour le développement et la prise de conscience suscitée par les crises alimentaires de 2007-2008. On assiste ainsi à une prolifération de rapports, de recommandations et de projets, mais l'identification d'un cadre et de moyens d'action à même de fournir des solutions durables à l'insécurité alimentaire reste un enjeu de taille. Alors que différentes visions techniques, économiques, sociales ou politiques sur les modèles agricoles et alimentaires s'affrontent pour proposer des pistes de solution, comment parvenir à contrer la faim dans le monde ?

La vision aujourd'hui dominante de la sécurité alimentaire repose sur l'idée de produire les denrées alimentaires là où la productivité est la plus élevée, puis de les échanger sur les marchés mondiaux afin de subvenir aux besoins alimentaires des populations. Dans ce modèle, seul le produit final compte, le lieu et les conditions (sociales, environnementales) de sa production passant au second plan. D'une part, cette voie induit une mondialisation et une libéralisation des marchés (élimination des subventions, démantèlement des barrières douanières etc.). D'autre part, elle suppose une spécialisation des systèmes de production alimentaire selon leurs avantages comparatifs, la généralisation d'une agriculture de grande échelle, hautement mécanisée, et l'homogénéisation des cultures au profit des produits d'exportation. Ce modèle d'une agriculture industrielle mondialisée entraîne une marginalisation des petits producteurs et une forte dépendance des pays aux marchés internationaux (Gonzalez, 2011). Ils sont ainsi de plus en plus vulnérables face à la volatilité accrue des prix et au pouvoir des grands groupes de l'agroalimentaire.

Une vision alternative, celle de la souveraineté alimentaire, se fonde à l'inverse sur une production locale destinée en priorité aux besoins locaux,

puis aux marchés nationaux, régionaux et internationaux. La souveraineté alimentaire est alors conçue comme le « droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produite à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles » (Déclaration de Nyéléni, 2007)¹. La finalité de la souveraineté alimentaire n'est donc pas simplement de nourrir les populations, mais plutôt de lutter contre la faim en favorisant un développement local et en respectant l'environnement et les droits socio-économiques des populations (Nyéléni, 2013). Au regard de cette définition, la souveraineté alimentaire et les trajectoires de développement agricole et alimentaire qui lui sont associées semblent plus en adéquation avec les principes du développement durable mais aussi plus inclusives et plus justes que le modèle dominant actuel. Certains pays, comme le Venezuela et l'Équateur, ont inscrit la souveraineté alimentaire dans leurs constitutions, reconnaissant ainsi la dimension politique de ce concept (Windfuhr and Jonsen, 2005). Mais la réalisation de la souveraineté alimentaire nécessite des changements bien plus profonds. Au cœur de la question de la faim dans le monde repose donc celle des moyens nécessaires pour assurer durablement la transition vers ce nouveau paradigme agricole et alimentaire.

La souveraineté alimentaire nécessite une approche globale et transversale. Lutter contre la faim ne se résume pas à une question de disponibilité et d'accès stable et pérenne à une nourriture saine. Pour parvenir à créer un système à la fois viable, durable et équitable, l'ensemble des dimensions sociales, économiques, environnementales, politiques, culturelles et sanitaires sont à prendre en compte. En effet, résoudre le problème de la faim dans le monde ne peut se limiter à une augmentation de la production agricole et implique, plus globalement, de rééquilibrer les rapports de force entre acteurs, de faire évoluer le modèle économique et les modes de consommation, de repenser l'aide au développement et la gestion des conflits, de rendre la gouvernance internationale plus efficace et de s'intéresser aux questions démographiques.

Pour chacun de ces domaines d'action, le débat s'articule à différents niveaux. Ainsi, s'il existe un certain consensus quant aux objectifs fixés en termes de gouvernance et de gestion de l'aide et des crises, les moyens d'action appropriés restent encore à définir (I). D'autre part, les controverses demeurent quant aux trajectoires que devrait

emprunter le système agricole et alimentaire pour résoudre l'insécurité alimentaire (II). Enfin, certaines questions, telles que celles concernant les lobbies et la démographie, restent encore relativement peu abordées (III). L'objectif de ce texte est donc à la fois de présenter brièvement un état de la question sur chacun de ces enjeux, mais surtout de préconiser des trajectoires et des moyens d'action permettant d'assurer la transition vers un nouveau paradigme agricole et alimentaire.

1. GOUVERNANCE MONDIALE ET GESTION DES CRISES: DES OBJECTIFS CONSENSUELS SANS MOYENS D'ACTION

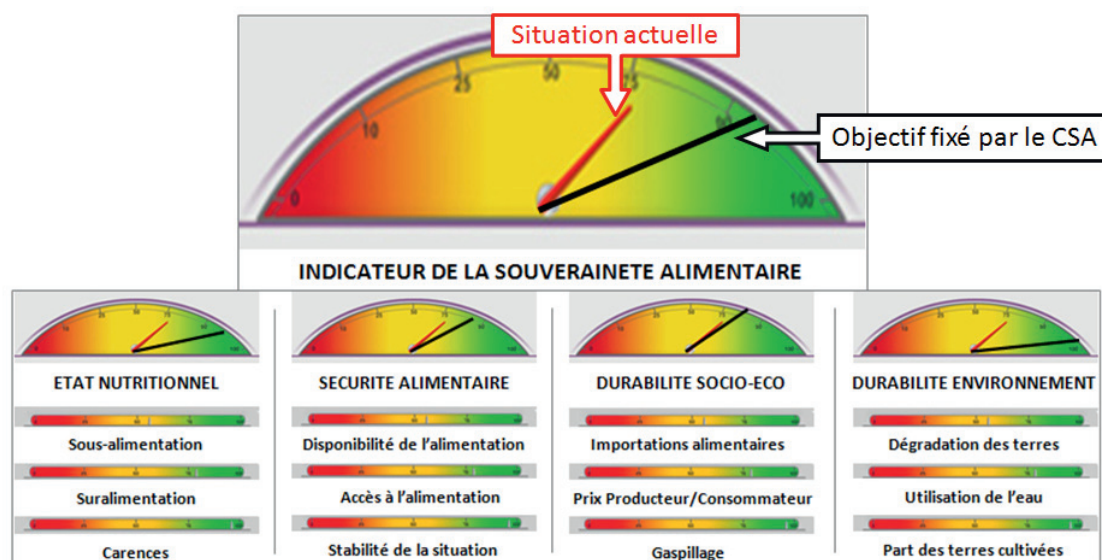
Dans les débats sur l'insécurité alimentaire, plusieurs points font consensus. Par exemple, les différentes parties prenantes (publiques, privées et associatives) se prononcent pour la plupart en faveur d'une rénovation de la gouvernance mondiale et d'une amélioration de la gestion de l'aide alimentaire et des conflits. Or, derrière ce consensus, le flou persiste sur les procédés pour y parvenir et les changements à mettre en œuvre. Cette partie propose un certain nombre de moyens d'action qui contribueraient à donner un nouveau souffle à la gouvernance mondiale et à briser le cercle vicieux entre crises et insécurité alimentaire, dans la perspective plus large de la souveraineté alimentaire.

1.1. Donner un nouvel élan à la gouvernance mondiale afin de réaliser le droit à l'alimentation

Face à l'échec de la régulation par le marché (Holt Gimenez, Shattuck, 2011), de nombreux acteurs (principalement ONG et organismes de recherche) soulignent la nécessité d'une gouvernance mondiale revitalisée afin d'assurer le droit à l'alimentation (Chávez, 2007) ; reste à définir comment y parvenir. Le Comité sur les droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies a fait un premier pas en reconnaissant en 1999 le droit à une alimentation adéquate. Dans cette lignée, certains pays comme le Brésil ont déjà commencé à établir un cadre institutionnel et légal avec l'inscription du droit à l'alimentation dans leurs constitutions nationales et à travers la formation des juristes et des autorités locales à cette question. Cependant, la rénovation de la gouvernance mondiale nécessite d'aller plus loin, à la fois au niveau de la communauté internationale, des grands espaces régionaux et des États.

1. Il n'existe cependant pas qu'une définition de la souveraineté alimentaire : voir à ce propos Patel (2009).

Figure 1. Exemple d'indicateur de la souveraineté alimentaire



Source : élaboration des auteurs.

Au niveau international, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) est un acteur clé puisqu'il constitue une plateforme innovante et déjà en action. Les récentes réformes qui le restructurent et le dotent de ressources et de pouvoirs accrus vont dans le bon sens, mais le rôle de contrôle du CSA, qui permettrait de donner un nouvel élan à la gouvernance mondiale, n'est pas encore suffisamment affirmé. La planification d'objectifs à atteindre pour chaque État avec des dates butoirs permettrait d'améliorer l'efficacité des actions. Ces objectifs, adaptés aux contextes locaux et régionaux, accompagneraient et guideraient la définition des politiques nationales en respectant la souveraineté alimentaire de chaque État. Les gouvernements devraient traduire ces objectifs en politiques contraignantes pour eux-mêmes et rendre compte annuellement des actions mises en œuvre à travers la publication de rapports écrits. Afin de suivre l'évolution de la situation alimentaire, il serait utile de créer un indicateur de souveraineté alimentaire (Figure 1). Ce dernier indiquerait le positionnement de chaque pays par rapport aux objectifs fixés par le CSA, à la fois en termes de nutrition et de sécurité alimentaire, mais également de durabilité socio-économique et environnementale.

Les prises de position du CSA auraient également davantage de portée si elles s'accompagnaient d'un dialogue constant et plus approfondi avec les différentes institutions onusiennes et le secteur privé. La présence accrue de hauts fonctionnaires au CSA favoriserait par exemple la coordination des actions et éviterait la mise en œuvre de

politiques contradictoires. En effet, la poursuite du respect du droit à l'alimentation requiert de rendre compatibles les politiques extérieures des États et les accords internationaux, notamment concernant les acquisitions de terre et les accords de libre-échange. Enfin, le panel d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire (HLPE) gagnerait en efficacité en étant plus proactif et pluridisciplinaire.

Au niveau régional, il serait pertinent de créer des commissions horizontales et d'organiser des réunions de concertation incluant à la fois la société civile et des représentants d'agriculteurs. Cela permettrait d'une part de donner la parole à des acteurs souvent marginalisés lors des prises de décision, et d'autre part de développer et de renforcer des initiatives de coopération adaptées au contexte régional, tel que l'Asean Food Security Information System (AFSIS)².

À l'échelle nationale, la création d'un poste de rapporteur, à l'image du rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, doterait les États d'une ressource dédiée à la compatibilité et à la cohérence des lois nationales avec les engagements internationaux et le droit à l'alimentation. Ce rapporteur national, qui rendrait des comptes au niveau de l'État, pourrait également promouvoir la mise en place de stratégies nationales fondées sur le respect du droit à l'alimentation et du principe de souveraineté alimentaire, notamment à travers la garantie d'un socle

2. <http://www.afsisnc.org/>

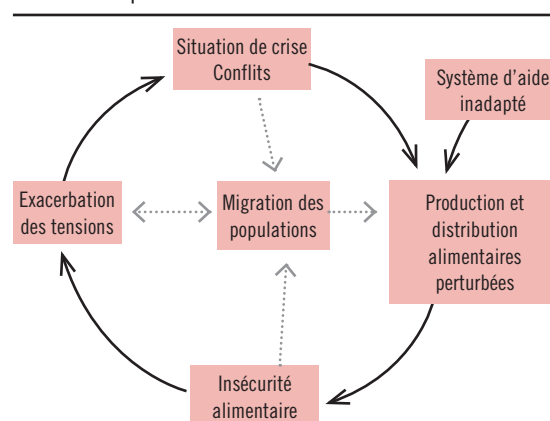
de sécurité sociale ou encore l'inclusion de programmes d'alimentation scolaire (Da Silva *et al.*, 2012) et de bons productifs (Lopez, 2011). Enfin, concernant les acquisitions de terre, le rapporteur national veillerait à ce que les pratiques des entreprises actives dans le pays ainsi que des entreprises du pays implantées à l'étranger aillent dans le sens de la sécurité alimentaire au niveau mondial et que la législation nationale reconnaisse et protège les droits coutumiers existants³, mettant en place, par exemple, des contrats permettant aux paysans de poursuivre l'exploitation des terres.

1.2. Briser le cercle vicieux entre conflits, mauvaise gestion de l'aide et insécurité alimentaire

La gouvernance mondiale dresse un cadre général qui doit être complété par des actions plus ciblées, notamment en cas de crise. En effet, au-delà des coûts humains, les situations de crises et en particulier les catastrophes environnementales (inondations, sécheresses, tempêtes...) et les conflits engendrent des perturbations au niveau des systèmes agricoles, des dommages économiques et des flux migratoires massifs (Bora *et al.*, 2010). Le consensus relatif existant autour de la nécessité d'améliorer la gestion des conflits et l'aide alimentaire reconnaît également qu'une mauvaise gestion de l'aide fragilise la situation en déséquilibrant les marchés locaux. L'insécurité alimentaire qui en découle peut alors devenir à son tour un facteur déclencheur de crises et de conflits. Afin de briser ce cercle vicieux (Figure 2), des actions cohérentes, coordonnées et continues, à la fois en amont, pendant et après les situations de crises, sont essentielles.

Afin de prévenir les situations critiques, la mise en place de l'indicateur de souveraineté alimentaire (Figure 1), associé à une évaluation des tensions sociales et politiques contribuerait à améliorer les mécanismes existants de surveillance⁴. De fait, le manque de données statistiques globales entrave l'anticipation des situations pouvant mener à des crises et à des conflits et empêche donc un déploiement rapide d'efforts de médiation et d'interventions susceptibles de les désamorcer. Cet indicateur serait un outil concret pour répartir et coordonner l'aide agricole et alimentaire entre les différents acteurs avec une approche plus

Figure 2. Cercle vicieux entre situation de crise, système d'aide inadapté et insécurité alimentaire



Source : élaboration des auteurs.

holistique. Les politiques publiques et l'aide au développement pourraient ainsi s'appuyer sur une meilleure analyse de l'origine des crises afin d'assurer une meilleure intégration de l'agriculture, un partage des terres plus équitable ou encore un investissement accru dans les infrastructures de stockage.

En situation de crise, l'aide devrait systématiquement faire l'objet d'une évaluation ex-ante conjointement avec les populations locales, non seulement pour mieux identifier et cibler les besoins urgents et spécifiques des communautés mais également pour élaborer une stratégie viable à moyen terme. Dans cette même optique, un investissement visant prioritairement le renforcement des capacités limiterait les risques de pillages de l'aide alimentaire et faciliterait la résilience des systèmes sociaux et productifs. Cependant, dans les cas où l'aide alimentaire d'urgence est indispensable, elle devrait s'accompagner d'une assistance plus globale, notamment au niveau sanitaire⁵, et être approvisionnée à la fois par des denrées extérieures et par les ressources locales afin d'éviter une trop forte déstabilisation des marchés régionaux.

Dès que possible, la transition de l'aide alimentaire à la réhabilitation du secteur agricole doit primer dans une perspective de résilience. Cela serait facilité par la systématisation de l'évaluation ex-post des programmes d'aide en poussant les acteurs à rendre des comptes et à tirer les leçons des projets déjà mis en place. Les États devraient être responsabilisés pour les incohérences de leurs politiques, par exemple lorsque, simultanément, ils participent au commerce d'armes portant atteinte à la sécurité alimentaire et dépensent des

3. Pour l'instant et même si cela constitue une avancée non négligeable, seules des recommandations volontaires ont été développées par la FAO et la Banque mondiale.

4. Tels que le *Global Information and Early Warning System*, le *Famine Early Warning System Network* ou encore le *Integrated Phase Classification (IPC)*.

5. Tel que réalisé par Action contre la faim.

sommes considérables en aide au développement afin de renforcer la sécurité alimentaire. Le Traité sur le commerce des armes représente une avancée importante mais des sanctions pourraient être envisagées, notamment concernant la vente et l'utilisation des mines antipersonnel. D'autres mesures pourraient être généralisées comme le déminage des terres arables et le renforcement des offres d'éducation et de formation professionnelle agricole des populations déplacées et des ex-combattants, notamment les enfants soldats.

2. MODÈLES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES : DES ORIENTATIONS TOUJOURS EN DÉBAT

Si pour la gouvernance et la gestion des conflits, les objectifs visés font l'objet d'un relatif consensus, ce n'est en revanche pas le cas pour les modèles agricoles et alimentaires, tant du point de vue de la place de l'agriculture dans l'économie que de celui des systèmes de production et des modes de consommation. L'objet de cette deuxième partie est de prendre position dans le débat à la fois en soutenant une trajectoire qui assure de manière durable la souveraineté alimentaire et en proposant plusieurs moyens d'action permettant d'y parvenir.

2.1. Recadrer le système économique agricole

L'agriculture est souvent considérée comme un secteur économique ordinaire aux côtés de l'industrie et des services. Dans cette optique, son seul rôle serait de nourrir et de produire de la richesse économique et son objectif principal serait d'accroître sa productivité, d'où une uniformisation et une standardisation des pratiques agricoles. Cette vision semble cependant trop restrictive, l'agriculture est en effet multifonctionnelle (OCDE, 2001), plusieurs caractéristiques la différencient des autres secteurs économiques comme le caractère cyclique de la production et sa vulnérabilité vis-à-vis des facteurs exogènes tels que le climat et les intempéries⁶, une division du travail différente⁷ (Chayanov, 1986) et

surtout l'importance vitale des produits agricoles pour la survie des êtres humains. Étant donné que l'agriculture concerne le vivant, une approche plus organique⁸ (Madgearu, 1936) est indispensable. Il s'agit d'opérer à long terme une transition vers de nouveaux modèles économiques plus cohérents avec les caractéristiques propres de l'agriculture, plus équilibrés et adaptés aux contextes régionaux.

Au niveau national, une diversification et une revalorisation de l'agriculture contribueraient à assurer un revenu décent aux paysans, à préserver le savoir local en vue de la souveraineté alimentaire et à maintenir en cas de crise économique une agriculture de subsistance. De même, un soutien accru aux petits exploitants et aux femmes est essentiel compte tenu de leur vulnérabilité mais également de leur importance économique et sociale, à la fois en termes de production agricole et de lutte contre la pauvreté dans les pays en développement. Dans certains cas, une réforme agraire s'imposerait afin de redistribuer les terres et d'en garantir l'accès aux populations vulnérables.

À l'échelle régionale, l'émergence de marchés agricoles régionaux serait un levier important pour favoriser une intégration des marchés plus adaptée. Cette échelle intermédiaire permettrait en effet une meilleure gestion des quantités en jeu, un meilleur partage des risques économiques et environnementaux ainsi qu'une meilleure coordination des besoins alimentaires. À travers une approche holistique, cette régionalisation serait fondée sur des considérations à la fois culturelles, économiques, géographiques et climatiques.

Toutefois, le commerce international resterait un vecteur utile de la sécurité alimentaire, notamment pour les pays et les régions ne pouvant pas subvenir à leurs propres besoins ou dans le cas des produits géographiquement spécifiques (tels les produits tropicaux). En faisant primer la souveraineté alimentaire et le droit à l'alimentation sur la libéralisation des échanges, un commerce international plus équitable contribuerait à la prospérité des populations exportatrices et au bien-être des populations importatrices. Dans cette optique, les produits agricoles auraient un statut spécial⁹ dans

6. La production agricole, hormis les serres, se fait à champ ouvert, et non dans une usine à l'abri des intempéries ou du changement climatique.

7. Dans le secteur industriel, par exemple pour la fabrication d'une voiture, le travail se divise en plusieurs tâches pour fabriquer chacune des pièces de la voiture qui seront finalement assemblées. Dans le secteur agricole, l'« assemblage » perd son sens et la division du travail au sens de l'ingénieur américain Frederick Winslow

Taylor théoricien de l'organisation scientifique du travail ne peut avoir lieu. Il s'agit tout au plus d'une division temporelle du travail, c'est à dire entre les différentes étapes de développement de la plante (labour, semailles, récoltes, etc.).

8. C'est à dire prenant en compte le caractère vivant des produits agricoles, contrairement aux produits fabriqués dans l'industrie.

9. L'agriculture a toujours eu un statut spécial lors des négociations au GATT ou à l'OMC. Ce statut n'était cependant pas dû aux mêmes arguments défendus ici, mais conféré en raison du rôle de l'agriculture à nourrir la population et des retombées économiques qu'elle engendrait.

le commerce et la finance au niveau international, notamment en termes de spéculation.

2.2. Réussir la transition vers un modèle agricole durable et équitable

L'agriculture conçue comme une simple activité productrice de calories et de richesse comme évoquée précédemment induit un certain modèle de production. Pour réduire les coûts, augmenter la productivité et assurer la stabilité des approvisionnements, l'agriculture s'est standardisée et emploie de plus en plus de pesticides, de fertilisants chimiques et d'organismes génétiquement modifiés (OGM). Or, cette conception restrictive de l'agriculture est de plus en plus problématique au regard des défis climatiques, de l'érosion de la biodiversité, de la raréfaction et de la pollution de l'eau et de la dégradation des sols, ainsi que de la pauvreté rurale persistante (IAASTD, 2009). Il est donc impératif d'engager une transition vers un modèle agricole axé sur l'intensification écologique qui tienne compte de la multifonctionnalité de l'agriculture, qui soit hautement durable, résilient et productif, générateur d'emplois de qualité et capable de préserver la biodiversité, les sols et les ressources hydriques et d'atténuer le changement climatique. Réussir cette transition passe par la définition de politiques publiques qui prennent en compte et gommement les différences structurelles entre les systèmes agricoles afin de favoriser les alternatives au modèle dominant (Gravey, 2012).

Afin de définir les modalités de cette transition agricole, de grandes concertations nationales rassemblant tous les acteurs de la filière agroalimentaire pourraient être organisées. Il est indispensable de mener un dialogue approfondi sur les fonctions et l'avenir de l'agriculture pour que les acteurs en amont et en aval du secteur puissent accompagner pleinement la transition. Seule une société civile informée et conscientisée sera à même de pousser les responsables politiques à prendre des décisions dans l'intérêt des générations présentes et futures.

Des mesures incitatives et une fiscalité adaptée permettraient de mieux intégrer les externalités positives et négatives de l'agriculture dans les coûts des aliments, comme l'élimination des incitations nuisibles à l'environnement¹⁰ (en

particulier les subventions), une plus forte taxation des intrants agrochimiques et l'application du principe pollueur-payeur. Des normes et réglementations environnementales ambitieuses dans l'agriculture devraient également être mises en place et renforcées au niveau national puis harmonisées progressivement au niveau régional. L'instauration de politiques œuvrant explicitement à la conversion progressive des exploitations vers des modes d'agriculture durable devrait s'accompagner de mesures de protection sociale afin de protéger les plus vulnérables de la hausse éventuelle des prix agricoles.

Mais sans un investissement massif dans la recherche et le développement de techniques agroécologiques, la transition ne pourra voir le jour. Le modèle de l'agroécologie repose sur un ensemble d'arguments scientifiques et d'expériences de terrain qui démontrent son potentiel pour assurer la sécurité alimentaire, mais il est encore nécessaire de sortir celui-ci de la marginalité dans laquelle il est enfermé (Egal, 2012). Au-delà de l'aspect financier, le développement d'une coopération scientifique agricole internationale, la co-construction du savoir entre agriculteurs, chercheurs et entrepreneurs et la réforme de l'enseignement agricole sont cruciaux. Cela s'accompagnerait d'un effort soutenu de diffusion du savoir et des bonnes pratiques via un rôle accru de conseillers agricoles publics et privés.

Ces mesures nécessitent une augmentation et un rééquilibrage des financements publics pour l'agriculture et le développement rural à travers l'investissement dans le capital humain (formation agricole, santé), social (coopératives agricoles, associations d'agriculteurs, marchés agricoles), physique (infrastructures de stockage, routes) et naturel (intensification écologique, gestion durable des ressources naturelles, préservation de l'agrobiodiversité). La coopération internationale, dont l'aide publique au développement, est à même de jouer un rôle clé de soutien dans les pays les moins avancés.

2.3. Faire évoluer les modes de consommation

Les habitudes alimentaires participent pleinement à l'orientation des structures et des moyens de production agricole. Actuellement, le régime alimentaire occidental, caractérisé par une surconsommation, notamment de viande et de poisson, trop riche en graisse, trop pauvre en fruits et légumes, et peu diversifié, a des impacts considérables sur l'environnement (FAO, 2008) et sur la santé publique (Popkin, 2009). La dimension sociale de l'alimentation n'est pas non plus

Il s'agit ici au contraire de lui conférer un statut spécial pour l'ensemble des raisons citées ci-dessus.

10. En accord avec l'objectif 3 d'Aichi du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique.

à négliger puisque ce sont les plus pauvres, tant au Nord qu'au Sud, qui sont les plus vulnérables face à la diffusion des régimes alimentaires déséquilibrés. En outre, la standardisation nuit à la valeur culturelle de l'alimentation. La question alimentaire ne peut plus être traitée comme une simple équation calorique mais doit également être abordée d'un point de vue qualitatif, en identifiant des types de consommation compatibles avec la transition vers un nouveau paradigme agricole. Il est donc essentiel de promouvoir une consommation plus responsable, plus équilibrée, respectueuse de l'environnement et des caractéristiques de production locales, qui tienne compte des aspects sociaux de la production et de la consommation alimentaire, tout en remettant le goût et le plaisir au centre des comportements (ministère de l'Agriculture, 2010). Une telle évolution de la demande faciliterait la transition vers de nouveaux modes de production et représenterait un modèle alternatif capable d'influencer l'idéal de consommation.

Le changement des comportements alimentaires n'est viable que sur le long terme, ce qui passerait notamment par la sensibilisation et l'éducation des plus jeunes¹¹. À ce titre, l'éducation nutritionnelle des enfants pourrait être généralisée et améliorée via la diffusion de bonnes pratiques et d'initiatives déjà existantes, telles que l'utilisation de produits locaux, de saison et issus de l'agriculture biologique dans les cantines scolaires (Ologoudou, 2004). Une bonne alimentation suppose que les enfants connaissent les différents types de fruits et de légumes ainsi que l'origine des aliments transformés, ce qui est aujourd'hui loin d'être le cas, y compris en France¹². La systématisation des cours nutritionnels à l'école primaire serait un premier pas. Compte tenu de l'impact de la publicité sur la consommation d'aliments riches en sucre, en graisses et en sel¹³, ces initiatives éducatives seraient plus efficaces avec l'interdiction des spots télévisés pour les produits nutritionnellement mauvais et l'intensification de la diffusion de campagnes informatives.

Outre cette phase de l'apprentissage alimentaire, l'achat représente une étape clé où il est possible de changer les comportements. L'apparition d'une consommation responsable va de pair

avec la possibilité pour les consommateurs de faire un choix informé, notamment via le développement d'un étiquetage indiquant plus clairement l'empreinte environnementale, les valeurs nutritionnelles et l'origine des produits (CGDD, 2005). Cependant, les catégories de population les plus défavorisées sont très souvent confrontées à d'importantes difficultés économiques les empêchant de diversifier leur alimentation. Une distribution de chèques alimentaires palliant les carences nutritionnelles locales faciliterait cette transition (chèques fruits et légumes, par exemple) (Bihan *et al.*, 2009). Enfin, pour limiter le gaspillage, de nombreuses actions sont possibles, comme l'abrogation des normes de taille et de forme pour les fruits et légumes. C'est le cas pour certains produits dans l'Union européenne¹⁴, mais cela ne concerne pas les fruits et légumes les plus consommés¹⁵.

3. LA DÉMOGRAPHIE ET LES LOBBIES : DES SUJETS TABOUS

Les questions précédemment abordées font régulièrement l'objet de débats, que ce soit sur les moyens d'actions à mettre en œuvre (gouvernance et gestion de l'aide et des conflits) ou plus globalement sur le modèle à promouvoir (vision de l'agriculture, mode de production et de consommation). Or certains sujets, comme la démographie et les lobbies, ne sont que très rarement évoqués, et quand bien même ces questions font leur apparition dans les débats, elles sont généralement présentées comme des données intangibles du problème de la faim. La démographie et les lobbies peuvent cependant constituer des leviers d'action non négligeables pour assurer la transition vers la souveraineté alimentaire.

3.1. Accélérer la transition démographique

La pression démographique est souvent considérée comme inéluctable. En 2050, la planète comptera entre 8 et 13 milliards de personnes – le chiffre retenu par les Nations unies étant de 9,3 milliards (UNDESA, 2011). Appréhender la démographie comme un levier d'action est une question qui amène des réflexions éthiques initiées par Malthus

11. Près d'un écolier sur cinq est en surcharge pondérale en France (DREES, 2013)

12. L'enquête de l'Association santé environnement France du 23 mai 2013 a révélé qu'un écolier sur trois ne savait pas identifier un poireau ou une courgette, qu'un quart ignorait que les frites étaient faites à partir des pommes de terre et que près de la moitié ne connaissait pas l'origine du steak haché ou du jambon.

13. PNNS 2011-2015, Axe 1, Mesure 4, p.22.

14. Règlement de la Commission (CE) N° 1221/2008 du 5 décembre 2008.

15. Les pommes, agrumes, kiwis, laitues, pêches et nectarines, poires, fraises, poivrons, raisins de table et tomates ne sont pas concernés alors qu'ils représentent 75 % de la valeur des échanges de l'UE pour les fruits et légumes (UE, 2007).

dans son *Essai sur le principe de population* (1798). Ces dernières se sont trop souvent traduites par des mesures coercitives incompatibles avec les droits de l'homme¹⁶. Cependant, la démographie ne peut être absente d'un tel débat. La population peut être perçue comme une force et une perspective de développement (Boillot, 2012), mais accélérer la transition démographique au niveau régional peut faciliter la réalisation de la sécurité et de la souveraineté alimentaire, en allégeant la pression qu'exercent les êtres humains sur les systèmes socio-économiques et les écosystèmes¹⁷.

Les moyens d'action permettant de maîtriser l'augmentation de la population doivent être entendus dans une perspective plus large et holistique d'amélioration de l'offre de santé et de promotion des droits reproductifs¹⁸. Encourager l'éducation secondaire impliquerait par exemple un départ plus tardif du système scolaire et repousserait l'âge du premier enfant. Les Objectifs du Millénaire pour le développement ont mis l'accent sur l'éducation primaire¹⁹, mais il est primordial d'offrir la possibilité d'une formation plus longue intégrant l'éducation sexuelle de tous et la santé reproductive. En termes de contraception, la demande n'est pas satisfaite²⁰ et il conviendrait d'y remédier en améliorant l'offre et l'accès aux méthodes de contraception, qui sont aujourd'hui inégaux : 62 % des femmes dans les pays développés ont accès à une méthode moderne de contraception contre 43 % dans les pays en développement (Creanga *et al.*, 2011).

D'autre part, inclure les questions de planification familiale de façon systématique dans les programmes et politiques de développement permettrait de sortir cette problématique de son isolement, et assurerait l'adoption d'une vision de long terme. Les gouvernements, entreprises et acteurs locaux seraient associés à la mise en œuvre de ces mesures pour assurer une gestion coordonnée

et cohérente. Enfin, un plus grand investissement dans la recherche et le développement en matière de méthodes contraceptives encouragerait des avancées techniques susceptibles de faciliter l'adoption d'une contraception (réduction des effets secondaires, etc.), même si les variables culturelles peuvent rester un obstacle majeur.

3.2. Rendre le système de lobbying plus attentif aux questions de souveraineté alimentaire

Depuis de longues années déjà, les experts tentent de résoudre l'équation complexe de la sécurité alimentaire, mais la mise en œuvre des propositions est freinée, voire rendue impossible, par les conflits d'intérêts et une distribution des pouvoirs et des forces d'influence trop inégale entre les acteurs concernés. Les intérêts des oligopoles de l'industrie agroalimentaire sont souvent privilégiés lors des décisions politiques, du fait de leur poids économique et de la concentration croissante du secteur agroalimentaire²¹, si bien que les associations de consommateurs et de petits exploitants agricoles ont du mal à rivaliser pour accéder au marché. Pour aller au-delà de ce constat d'impuissance et agir directement sur le système de lobbying, il est nécessaire de rééquilibrer les rapports de force. S'attaquer à ces verrous n'est pas une tâche aisée, mais il est néanmoins essentiel de donner plus de poids aux parties sans voix et de limiter la portée de celles qui ont trop de résonance.

De façon générale, la société civile aurait besoin d'être mieux représentée lors des négociations et le processus de lobbying devrait être plus transparent. Cela se traduirait, par exemple, par des réunions de consultation publiques ouvertes aux différents acteurs de la sécurité alimentaire et aux médias, où chacun des groupes d'intérêt représenté aurait un temps de parole équivalent. Par ailleurs, publier l'« agenda de consultation » des responsables politiques et généraliser l'interdiction du financement des campagnes politiques par les entreprises y contribuerait également.

Le respect de la souveraineté alimentaire par les entreprises de l'agroalimentaire est au cœur du changement de paradigme. Une forte prise de conscience citoyenne ferait pression à la fois sur les gouvernements afin qu'ils limitent le pouvoir des multinationales et plus directement sur les

16. Ex: politique de l'enfant unique dans la Chine des années 1980, politique de contrôle des naissances en Inde.

17. "La population et l'environnement ne doivent pas être considérés comme deux questions séparées" selon la recommandation 4 du rapport *People and the Planet* de la Royal Society (2012). L'article "Planetary Boundaries: Exploring the Safe Operating Space for Humanity" rend bien compte des limites de notre planète et de ses ressources (Rockström *et al.*, 2009).

18. Nous savons en effet que des propositions d'ordre seulement technique ne répondent pas aux problèmes des équilibres de pouvoir au sein des ménages et ne prennent pas en compte les facteurs culturels. Néanmoins, elles ont leur place dans une vision globale de la situation où les acteurs sont conscients des limites de cette approche.

19. "Objectif 2 : assurer l'éducation primaire pour tous.

20. Seuls 22,4 % des besoins sont couverts en Sierra Leone par exemple (Bradley *et al.*, 2012).

21. Par exemple, deux entreprises se partagent 75 % du commerce mondial de céréales et six entreprises contrôlent 75 % des ventes de produits agrochimiques (Gonzalez, 2011).

grands groupes pour qu'ils respectent les droits de l'homme, notamment le droit à l'alimentation (De Schutter, 2010). La mise en place d'une structure internationale d'audit indépendante et gérée au niveau de la FAO ou du rapporteur spécial, chargée de vérifier le respect du droit à l'alimentation par les multinationales, permettrait de dépasser le cadre purement volontaire des codes de conduite et de bonnes pratiques. Dans cette optique, une convention internationale juridiquement contraignante limiterait le pouvoir des grands groupes en engageant leur responsabilité auprès de la Cour Internationale de Justice. Les amendes versées par les entreprises fautives seraient ainsi allouées à la réparation des dommages causés au niveau local.

Si ces recommandations restent des pistes à creuser, sans une refonte du système des lobbies, les préconisations concernant les autres domaines ne seraient pas véritablement suivies d'effets.

CONCLUSION

L'approche de la souveraineté alimentaire semble la plus pertinente pour résoudre les différentes problématiques et réflexions qui surgissent autour de la question de la faim dans le monde. Son caractère transversal, inclusif et pluridisciplinaire offre une palette plus large de moyens d'actions puisque la faim n'est pas considérée comme une simple question de quantité. Axée sur le droit des populations à définir leurs propres systèmes agricoles et alimentaires et d'accéder à une alimentation saine, culturellement adaptée et durablement produite, l'approche de la souveraineté alimentaire va au-delà de la sphère d'action de la sécurité alimentaire en incluant une dimension politique et en permettant une plus grande flexibilité des systèmes de production et de consommation.

Assurer la transition vers un paradigme cohérent et durable suppose donc de solliciter l'ensemble des acteurs et des leviers d'actions dans différents domaines. Si les objectifs de rénovation de la gouvernance mondiale et d'amélioration de la gestion des situations de crise alimentaire font consensus, les moyens d'action restent flous. La mise en œuvre d'un indicateur de souveraineté alimentaire complèterait la réforme du Comité de la sécurité alimentaire (CSA) en permettant de suivre la situation de chaque pays par rapport aux objectifs fixés par le CSA en termes de nutrition, de sécurité alimentaire et de durabilité socio-économique et environnementale. Cet indicateur contribuerait aussi à briser le cercle vicieux entre conflits, mauvaise gestion de l'aide et insécurité alimentaire, en fournissant des données

statistiques, aujourd'hui souvent manquantes, pour l'élaboration d'évaluations systématiques avant, pendant et après une crise. La conception des projets d'aide inclurait le principe de résilience et tiendrait compte de ces évaluations afin d'en tirer des leçons. Au niveau régional, l'inclusion de la société civile et des représentants d'agriculteurs dans la prise de décision est indispensable afin d'équilibrer les rapports de force dans les initiatives de coopération régionale. Dans chaque État, la création d'un poste de rapporteur, à l'image du rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, représenterait une avancée importante pour le respect de la souveraineté alimentaire.

Dans le domaine économique et agricole, les modèles à suivre sont encore en débat. La transition vers des systèmes économiques prenant en compte la multifonctionnalité et les spécificités du secteur agricole irait de pair avec une transition vers l'agro-écologie. L'évolution des comportements alimentaires vers des modes de consommation durables, équilibrés, respectueux de l'environnement et prenant en compte la dimension socio-culturelle de l'alimentation faciliterait cette transition. La diversification et la revalorisation de l'agriculture et de l'économie de subsistance, les réformes agraires, une fiscalité intégrant les externalités positives et négatives de l'agriculture dans le coût des aliments et un dialogue approfondi rassemblant tous les acteurs (États, paysans, consommateurs, agroindustriels, etc.), l'abrogation des normes de taille et forme des aliments et l'éducation nutritionnelle sont quelques unes des pistes proposées.

Enfin, cette transition ne saurait avoir lieu sans lever les tabous de la démographie et des lobbies. Le premier objectif serait d'accélérer la transition démographique via l'éducation et l'amélioration de l'offre de santé et de promotion des droits reproductifs afin de faciliter l'atteinte d'une sécurité alimentaire durable. Le second objectif consisterait à rendre le système de lobbying plus attentif aux questions de souveraineté alimentaire en rééquilibrant les rapports de force entre petits exploitants et société civile d'une part et oligopoles de l'industrie agro-alimentaire de l'autre.

L'effectivité de la mise en œuvre de la souveraineté alimentaire repose non seulement sur une volonté politique forte des États qui fait parfois défaut, mais aussi sur une coordination plus efficace des organisations internationales, sur un engagement à long terme du secteur privé et sur une réelle prise de conscience de la société civile. L'utilisation simultanée d'une plus grande diversité d'instruments (normes et réglementations, incitations financières et économiques, sensibilisation, etc.) permettrait de mieux orienter les trajectoires

agricoles et alimentaires vers un modèle plus durable et plus équitable. Pour agir sur l'ensemble des secteurs liés directement ou indirectement à la question de la faim, il est indispensable de briser les tabous encore existants et de trancher les débats non encore résolus. Ces recommandations

sont donc à entendre dans une vision globale de transition vers un nouveau modèle agricole et alimentaire au niveau international, régional, national et local, chacune renforçant et légitimant l'autre. ■

RÉFÉRENCES

- Bihan, H. *et al.* (2009). « Distribution de chèques fruits et légumes : faisabilité et impact », Dossier « Populations précarisées : l'accessibilité de l'alimentation », in *La santé de l'homme* n°402, pp. 16-18.
- Boillot, J.J. (2012). « L'émergence du triangle Chine-Inde-Afrique », *Cahier Demeter*, pp. 135-144.
- Bora, S., I. Ceccacci, C. Delgado, R. Townsend (2010). *Food security and conflict*. World Development Report 2011 Background Paper.
- Bradley S.E.K., T.N. Croft, J.D. Fishel, and C.F. Westoff (2012). *Revising Unmet Need for Family Planning*. DHS Analytical Studies No. 25. Calverton, Maryland, USA: ICF International.
- Chávez, H.G. (2007). « La gobernanza mundial y los debates sobre la seguridad alimentaria ». *Desacatos*, n°25. Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social, D.F. Mexico, pp. 7-20.
- Chayanov, A. (1986). *The Theory of Peasant Economy*. The University of Wisconsin Press.
- CIRAD, INRA, CEMAGREF (2002). *Projet : Recherches et expertises sur la multifonctionnalité de l'agriculture et des espaces ruraux*.
- Commissariat général au développement durable (2012). *Expérimentation de l'affichage environnemental sur les produits agro-alimentaires, Premier retour d'expériences*, Le point sur n° 125, Mai 2012.
- Cohen, M.J. & P. Pinstrup-Andersen (1999). *Food Security and Conflict*. Social research 66.
- Creanga, A.A., D. Gillespie, S. Karlings, A. O Tsui (2011). « Low use of contraception among poor women in Africa: an equity issue », *Bulletin of the World Health Organization* 89:258-266.
- Da Silva, J.G., Del Grossi, M.E., de França, C.G. (coords.) (2012). *Fome Zero (Programa Hambre Zero). La experiencia brasileña*. Brasilia, FAO-Ministerio de Desarrollo Agrario de Brasil, 369 p.
- Déclaration de Nyéléni (2007). Forum pour la souveraineté alimentaire. 23-27 février 2007. Sélingué, Mali.
- De Schutter, Olivier (2010). *Le secteur agroalimentaire et le droit à l'alimentation*. Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation. A/HRC/13/33.
- DREES (2013). « La santé des élèves de CM2 en 2007-2008 ». Études et résultats n° 853, septembre 2013.
- Egal, C. (2012). « Sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne : faut-il une rupture dans le modèle agricole ? », *Policy Brief* 04/2012, Iddri, Paris.
- FAO, FIDA, PAM. (2012). *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*.
- FAO (2008). *Livestock in a Changing Landscape*, Vol. 1.
- Gonzalez, C.G. (2011). « Climate change, food security and agrobiodiversity: toward a just, resilient, and sustainable food system ». *Fordham Environmental Law Review*, 22 : 493-521.
- Gravez, V. (2012). « Moving away from business as usual in agriculture », *Working Papers* 10/2012, Iddri, Paris.
- International assessment of agricultural knowledge, science and technology for development (IAASTD) (2009). *Global report: agriculture at a crossroads*. Edited by Beverly D. McIntyre, Hans R. Herren, Judi Wakhungu, Robert T. Watson. Nelleman, C., MacDevette, M., Manders, T., Eickhout, B., Svihus, B., Prins, A.G., Kaltenborn, B.P.
- Holt Gimenez E, Shattuck A. (2011). « Food crises, food regimes and food movements: rumblings of reform of tides of transformation? » *Journal of Peasants Studies*, 38: 1, 109-144.
- Lopez, M. (2011). *Caso de la experiencia del Bono Productivo Agropecuario*. FAO/Ruta. Nicaragua.
- Madgearu, V. (1936). *Agrarianism, Capitalism, Imperialism*.
- Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire (2011). *Rapport du groupe Programme national nutrition santé (PNNS), Qualité gustative des aliments et environnement des repas: restauration scolaire, hospitalière et aide alimentaire*.
- Nations Unies, Objectifs du Millénaire pour le développement : <http://www.un.org/fr/millenniumgoals/education.shtml>
- Nyéléni (2013). *Bulletin Nyéléni*, 13 Mars 2013.
- OCDE (2001). *Multifonctionnalité : élaboration d'un cadre analytique*, Paris.
- Ologoudou, M. (2004). *Le rôle de l'éducation dans l'alimentation*, Avis et rapports du CESE.
- Patel, R. (2009). « What does food sovereignty look like? », *The Journal of Peasant Studies*, 36(3) : 663-706.
- Piroux, M., E. Chia, M. Dulcire, M. Bonin, P. Bonnal, D. Guilly, S. Aubert (2002). *Projet Recherches et expertises sur la multifonctionnalité de l'agriculture et des espaces ruraux*, CEMAGREF, CIRAD, INRA.
- Programme national nutrition santé 2011-2015. Ministère des Affaires sociales et de la Santé.
- Popkin, Barry M. (2009). « Reducing Meat Consumption Has Multiple Benefits for the World's Health », *JAMA Internal Medicine*, Vol 169, No. 6, pp. 543-545.
- Rockström, J., W.L. Steffen and others (2009). « Planetary Boundaries: Exploring the Safe Operating Space for Humanity », *Ecology and Society* Vol 14 n°2.
- Royal Society (2012). *Rapport People and the Planet*.
- UE (2007). *Règlement (CE) N° 1580/2007 portant modalités d'application de règlements européens en ce qui concerne les normes de commercialisation des fruits et légumes frais*.
- United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2011). *World Population Prospects: The 2010 Revision*.
- Windfuhr & Jonsen (2005). *Food security and food sovereignty*. Center for Rural Economy, Discussion Paper Series n°11. University of Newcastle Upon Tyne.

Fin de la faim : comment assurer la transition agricole et alimentaire ?

Maria-Luiza Apostolescu, Léa Boissonade, Philippe Brunet, Mar Guinot Aguado, Diane Vaschalde (Sciences Po Paris)



PUBLICATIONS DE L'IDDRI

- Poux, X. (2013). "Biodiversity and agricultural systems in Europe: drivers and issues for the CAP reform", Iddri, *Studies* n°03/13.
- Lumbroso, S., Gravey, V. (2013). "International negotiations and debates: to what extent do they hinder or foster biodiversity integration into the CAP?", Iddri, *Studies* n°02/13.
- Schwoob, M.-H. (2012). « Sécurité alimentaire en Chine : quels arbitrages ? Quels acteurs ? », Iddri, *Working Papers* n°22/12.
- Gravey, V. (2012). "Moving away from business as usual in agriculture", Iddri, *Working Papers* n°10/12.

Publications disponibles en ligne sur : www.iddri.org

www.iddri.org

Institut de recherche sur les politiques, l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri) a pour objectif d'élaborer et de partager des clés d'analyse et de compréhension des enjeux stratégiques du développement durable dans une perspective mondiale. Basé à Paris, l'Iddri accompagne les différents acteurs dans la réflexion sur la gouvernance mondiale des grands problèmes collectifs que sont la lutte contre le changement climatique, la protection de la biodiversité, la sécurité alimentaire ou l'urbanisation et participe aux travaux sur la redéfinition des trajectoires de développement.

L'Iddri porte une attention toute particulière au développement de réseaux et de partenariats avec les pays émergents et les pays les plus exposés aux risques, de façon à mieux appréhender et partager différentes visions du développement durable et de la gouvernance. Afin de mener à bien son action, l'Iddri s'insère dans un réseau de partenaires issus des secteurs privé, académique, associatif ou public, en France, en Europe et dans le monde.

Institut indépendant, l'Iddri mobilise les moyens et les compétences pour diffuser les idées et les recherches scientifiques les plus pertinentes en amont des négociations et des décisions.

Ses travaux sont structurés transversalement autour de cinq programmes thématiques : gouvernance, climat, biodiversité, fabrique urbaine et agriculture. L'Iddri publie trois collections propres : les *Working Papers* permettent de diffuser dans des délais brefs des textes sous la responsabilité de leurs auteurs ; les *Policy Briefs* font le point sur des questions scientifiques ou en discussion dans les forums internationaux et dressent un état des controverses ; enfin, les *Studies* s'attachent à approfondir une problématique. L'Iddri développe en outre des partenariats scientifiques et éditoriaux, notamment dans le cadre de la publication de *Regards sur la Terre*, fruit d'une collaboration avec l'Agence française de développement, The Energy and Resources Institute et Armand Colin.